

discours d'une heure et demie endorme tout le monde qu'il s'est fait un devoir de le mentionner au début. Nous avons ensuite eu droit à tous les vieux lieux communs. Nous sommes d'accord sur certains points, et je voudrais aborder certaines des questions qu'il a soulevées. Pour le meilleur et pour le pire, j'ai jeté mon discours et je m'efforcerai de susciter un débat sérieux sur ces questions.

Le premier ministre a continué à parler pendant une heure et demie et vers la fin de son discours nous avons eu droit à une autre nouvelle. Il a déclaré que le gouvernement allait présenter un bill touchant les référendums fédéraux. Je pense que c'est une bonne idée. C'est une question que j'envisagerais et je remercie sincèrement le premier ministre à ce propos. Pourquoi le premier ministre a-t-il fait cela? Il n'a pas essayé du tout de justifier le référendum. Il n'a pas non plus donné de détails sur les 100 millions de dollars qui seront dépensés pour la création d'emplois. Il savait que la tribune de la presse et ceux qui voient une partie de ce débat à la télévision ou qui l'entendent à la radio ou encore qui lisent les nouvelles n'auraient absolument rien appris de nouveau cet après-midi, c'est pourquoi il a apporté deux éléments nouveaux.

Je voudrais traiter aussi sérieusement que possible des questions économiques, monsieur l'Orateur, et j'espère que le ministre des Finances ou quelques députés libéraux de l'arrière-plan poursuivront demain. Qu'avons-nous entendu? D'abord, permettez-moi de dire que ce discours s'est terminé par une insulte après tant d'autres. Le premier ministre a eu l'audace de dire à la population du Canada qu'elle était à blâmer. Alors que comparativement, non pas aux pays défavorisés du monde, mais aux Pays-Bas, à la Suède, à la Norvège, au Danemark, à l'Allemagne de l'Ouest, au Japon, notre rendement économique s'est montré très faible, le premier ministre a eu l'audace de dire aux Canadiens qu'ils n'étaient qu'une bande de plaignards. C'est en somme ainsi qu'il a terminé son discours.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Il y a une chose que je dois dire au sujet des chômeurs, monsieur l'Orateur. Je rentre de Terre-Neuve et je puis dire au premier ministre que le chômage dans cette province est le même qu'en 1932. Permettez-moi de rappeler au premier ministre une petite leçon d'histoire. L'année 1932 représente le creux de la crise économique au Canada. J'ignore si le premier ministre va aller à Terre-Neuve dire aux habitants des villages de pêche ou de Saint-Jean: «Vous êtes une bande de vauriens, les gars; si vous ne trouvez pas d'emplois, c'est un peu de votre faute». Peut-être dira-t-il aux Terre-Neuviens, dont 30 p. 100 sont chômeurs: «Vous êtes des mous», comme il l'a dit des Canadiens en général. Ou, «Vous êtes paresseux; vous ne faites pas assez d'efforts».

L'autre jour, à Londres, le premier ministre a déclaré que la volonté de travailler faisait tout simplement défaut aux Canadiens, et que c'était pour cette raison qu'il y avait du chômage. Il a dit que les Canadiens étaient mous. Je veux simplement énumérer certains des arguments qu'il a avancés aujourd'hui. Il a dit que le manque de productivité était la source de tous les maux de l'économie et du peuple canadien, que nous n'étions plus compétitifs sur les marchés mondiaux et que les revenus des Canadiens étaient de 7 p. 100 supérieurs à ceux des Américains, lesquels étaient plus productifs que nous.

L'Adresse—M. Broadbent

Parmi toutes ces généralités, monsieur l'Orateur, il en est une que je ne contesterai pas. Je n'irai pas dire que tout ce que le premier ministre à avancé est faux. Il a peut-être raison. Mais je voudrais qu'il nous précise les secteurs qui sont improductifs. Voilà qui serait sérieux. L'impression qu'il a cherché à donner à la Chambre et aux citoyens canadiens, c'est qu'en quelque sorte, son gouvernement, le parti libéral, n'a eu aucune influence sur le destin du pays ces dix dernières années. Si j'ai entendu un sermon politique banal, monsieur l'Orateur, c'est bien cet après-midi.

Des gens comme Helmut Schmidt en Allemagne de l'Ouest, Olof Palme en Suède, ou encore le président français ou le premier ministre japonais, qui ne sont social-démocrate ni l'un ni l'autre, dirigent des pays aux économies très différentes, mais ils ne blâment pas leurs citoyens, affirmant qu'ils ne sont pas suffisamment productifs, qu'ils ne sont pas compétitifs sur les marchés internationaux, convaincus d'avoir présenté une argumentation brillante.

J'ai dit au premier ministre, lorsqu'il prononçait son discours, qu'il ne faisait qu'aligner des platitudes et je le répète maintenant. Il y a aucune argumentation; seulement une suite d'affirmations gratuites, un radotage de statistiques. J'affirme avec beaucoup de sérieux que si l'économie canadienne est dans cette triste situation un seul groupe au pays doit en porter l'entière responsabilité, et c'est le gouvernement d'en face.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: En demandant, monsieur l'Orateur, ce qu'ils ont fait depuis dix ans, j'en reviens au budget du printemps dernier. Je ne reviens pas dix années en arrière mais seulement quelques mois. Où est donc cette compétence en matière d'économie? Le premier ministre vocifère contre l'opposition officielle et le NPD: «Pour qui vous prenez-vous pour prétendre savoir ce dont vous parlez?» Le gouvernement a présenté au printemps dernier un budget qui constitue une honte pour notre époque actuelle. Si le premier ministre et son cabinet avaient la moindre intégrité, ils se lèveraient et diraient: «Nous nous sommes complètement trompés. Nous avons commis de graves erreurs». Car c'est bien le cas. Tous leurs indices économiques, toutes leurs prévisions de taux de chômage, d'inflation et de création d'emplois étaient complètement erronés dans ce budget. Leur analyse économique déclarait que le secteur manufacturier fonctionnait à 80 p. 100 de sa capacité.

Mon parti ne s'oppose pas à l'idée de profits, mais nous n'acceptons pas l'argumentation simpliste du premier ministre. Quand on a un secteur privé, il va de soi qu'on accepte l'idée de bénéfices. De nouveau, je l'invite à converser avec les premiers ministres des démocraties sociales de l'Europe de l'ouest. Au lieu de présenter un budget qui reconnaisse que seulement 80 p. 100 de la capacité du secteur manufacturier était utilisé et d'en conclure qu'il était économiquement logique de ne pas faire appel à de nouveaux investissements de capitaux mais plutôt de stimuler la consommation, il a fait tout simplement le contraire. Il a offert une incitation fiscale de 1 milliard 200 millions de dollars au secteur des sociétés pour leur permettre de s'accroître davantage.

Les hommes d'affaires ne sont pas stupides, monsieur l'Orateur. Si General Motors enregistre déjà une capacité de production non utilisée s'élevant à 20 p. 100, vous pouvez être